

Monsieur François Bayrou

Premier ministre
Hôtel Matignon
57, rue de Varenne
75007 Paris

Nos réf. SMA/EJL/CR 2025

Paris, le 27 janvier 2025

Monsieur le Premier Ministre,

Les élus de France urbaine et d'Intercommunalités de France souhaitent vous alerter de façon conjointe et urgente sur les graves conséquences qu'aurait la création d'un versement mobilité (VM) régional sur leurs politiques de mobilités.

Si les intercommunalités mesurent les difficultés financières auxquelles les régions sont confrontées, elles ne peuvent admettre que, sans aucune concertation, la seule ressource dont elles disposent pour financer leurs actions de développement des transports publics, soit fragilisée.

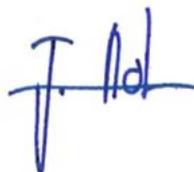
Au 1er janvier 2024, le territoire est couvert par 707 AOM locales, en plus des régions agissant comme AOM locales et AOM régionales. Il a été constaté de plus que le portage des politiques de mobilité est plus approfondi lorsque l'intercommunalité est AOM que lorsque la région est AOM de substitution. Nous sommes donc des acteurs majeurs des mobilités de proximité, il est totalement incompréhensible que nous soyons exclus des discussions actuelles.

Créer un VM régional mettrait également les collectivités en concurrence les unes avec les autres sur une ressource déjà en tension. A notre sens, les solutions sont plutôt à trouver dans la complémentarité des offres de mobilité régionales et intercommunales. La loi d'orientation des mobilités a d'ailleurs prévu des outils de gouvernance dédiés qui doivent être mobilisés prioritairement.

Nous comptons donc sur vous, Monsieur le Premier Ministre, pour y parvenir et donner à nos collectivités, qui, au quotidien, œuvrent pour la mobilité de tous, les moyens de leur action.

Johanna Rolland

Présidente de France urbaine
Présidente de Nantes Métropole



Sébastien Martin

Président d'Intercommunalités de France
Président du Grand Chalon

